



**Une réaction à la lecture de l'article « Appel à l'aide pour des enfants cabossés par la vie » de Annick Hovine, dans La libre Belgique du 9 juillet 2015**

Les pages des journaux s'ouvrent bien rarement sur la problématique des enfants séparés de leur famille, et c'est heureux de découvrir deux pages sur le sujet, dans un moment privilégié, puisque c'est les vacances. Avec Monsieur le Ministre, nous affirmons que « l'Aide à la jeunesse doit devenir une vraie priorité. »

Les propos de Monsieur Rachid Madrane sont particulièrement pertinents quand il dénonce la maltraitance institutionnelle dont sont victimes les gamins, « baladés de services en services ». C'est avec raison qu'il entend les revendications des travailleurs du secteur et qu'il s'engage dans la recherche de moyens nouveaux. Il a entendu les appels des familles d'accueil, et semble choisir de mettre l'accent sur ce secteur.

« Le Ministre a rencontré (quasi) tous les acteurs impliqués dans le secteur... », et les conclusions qu'il en retire sont percutantes : « La première des violences, c'est qu'on laisse vivre des enfants dans la précarité. »

Il reste, cependant, une partie importante du secteur que Monsieur Madrane n'a pas rencontrée et qui est au cœur des acteurs impliqués ; je veux parler des familles d'origine. C'est tout de même évident que si les enfants sont dans la précarité, c'est bien que leur famille résiste à la misère tous les jours. Et le détour par la cause qu'évoque bien Monsieur le Ministre oblige à un engagement premier des services de l'Aide à la jeunesse dans une solidarité avec le combat quotidien des familles contre la grande pauvreté.

Des associations permettent à ces familles de construire une parole collective et sont disponibles pour les dialogues nécessaires. Par exemple, avec ATD Quart-Monde, le Mouvement Luttes Solidarités Travail, au nom duquel j'écris ce point de vue, est en dialogue régulier avec la Direction générale et les travailleurs des services publics de l'Aide à la jeunesse, depuis plus de quinze ans, dans le groupe de travail « Agora » institué à l'initiative de Madame Onkelinx, à la suite de la publication de Rapport Général sur la Pauvreté. Il nous semble que la rencontre avec ces associations devait être incontournable, pour Monsieur le Ministre et ses services, pour l'évaluation qu'il a choisi de faire de ce secteur.

« ...Une maman toxicomane et un papa en taule »... apparaît bien comme une approche fort réductrice et inacceptable pour présenter la situation des familles résistant à la grande pauvreté. C'est sûr que ça existe, mais c'est un raccourci qu'on ne peut pas accepter de la part d'un Ministre du secteur, surtout du point de vue des familles d'origine.

Par ailleurs, si l'attention qu'il accorde aux familles d'accueil est légitime, nous devons constater que les mesures proposées se retourneront contre les liens déjà bien trop fragilisés des familles d'origine. Assouplir les prises de décision liées à la vie quotidienne, c'est créer une distance encore plus grande entre l'enfant et ses parents. En effet, si l'enfant peut voyager à l'étranger ou être hospitalisé sans l'accord des parents, c'est permettre que les premières personnes concernées ne soient sans doute même plus

informées de la situation de l'enfant et de l'endroit où il se trouve. Il semble bien que les droits de l'enfant soient encore moins respectés et que la « maltraitance institutionnelle » en sorte renforcée.

Ce sont les liens avec la famille d'origine, qu'il convient de garantir d'abord ; et puis accompagner les familles dans leur combat quotidien pour le bien-être de leurs enfants. C'est la première responsabilité de l'Aide à la jeunesse, et elle ne peut fonctionner que si, comme le propose le Décret de 1991, l'écartement est la dernière mesure, le plus court possible ; et le retour en famille travaillé depuis la première rencontre. Il faut que les parents d'origine restent les partenaires privilégiés de tous les acteurs, et que leur point de vue reste déterminant dans toutes les décisions. C'est vrai que la distance reste très grande et le fossé trop profond entre le vécu des personnes condamnées à la grande pauvreté et le quotidien des services. Nous pouvions espérer que Monsieur le Ministre restaure le cap ; il a justement fait le contraire.

Nous souhaitons inviter Monsieur le Ministre à un détour qui nous semble incontournable pour une évaluation du secteur de l'Aide à la jeunesse. Nous voulons lui dire que nous sommes entièrement disponibles, avec d'autres associations, mais, en particulier, dans le cadre du groupe de dialogue Agora.

Pour le Mouvement L.S.T.

Marc Otjacques, militant